

Daniel Fasquelle : "Le retour de Nicolas Sarkozy a largement contribué aux rentrées d'argent enregistrées par les Républicains"



Un tiers des dons de l'année 2014 a été réalisé sur le seul mois de décembre, après l'élection du président du parti. Daniel Fasquelle, trésorier des Républicains, Député-Maire revient notamment sur le concept de justice, l'accueil des migrants, et les comptes des Républicains.

Avec Daniel
Fasquelle

Atlantico : Vous sortez un livre que vous avez intitulé *La France juste*. Pour vous la droite ne gagne que lorsqu'elle milite pour plus de justice, vous faites référence à la fracture sociale de Chirac. Lorsqu'elle veut baisser les allocations sociales ou que de nombreuses villes de droite n'accueillent toujours pas le nombre de logements sociaux que la loi leur impose, la droite n'oublie-t-elle pas cette valeur de justice ?

Daniel Fasquelle : Je ne dis pas que la droite a toujours incarné la valeur de justice. Si vous regardez les grandes réformes du pays, comme la sécurité sociale – j'en parle dans mon ouvrage - de profondes avancées sociales sont le fait de la droite. Il faut le rappeler. Cependant, la droite n'a pas toujours été juste. J'explique qu'elle doit incarner la justice pour convaincre les Français et gagner. Ce qui révolte aujourd'hui les citoyens est l'injustice. Le bouclier fiscal maintenu en période de crise économique, alors qu'un effort était demandé aux Français, a été vécu comme une injustice. Cela a contribué à notre défaite en 2012.

Je suis convaincu que la gauche, qui parle de justice du matin au soir comme je le montre dans la première partie du livre, conduit au contraire à plus d'injustices dans le pays et toutes les catégories sociales sont concernées. La droite incarne les véritables valeurs de justice comme la valeur travail, la valeur mérite, l'égalité des chances, la confiance avec les acteurs économiques... Les vraies réformes de l'Espagne, l'Allemagne ou l'Angleterre permettent à ces pays de mieux fonctionner et d'être plus juste. Aujourd'hui, notamment auprès de la jeunesse, la France est perçue comme un Etat très injuste.

Le vrai malaise de ce pays est le sentiment d'injustice ; les salariés du privé à l'égard du public, les jeunes face à ceux qui sont déjà installés et qui ne leur font pas une vraie place, les Français vivant dans les campagnes qui estiment que, par rapport aux urbains, ils ne sont pas traités comme ils le devraient...

Faire de la pédagogie des réformes est essentiel. Les Français accepteront les réformes si on leur explique qu'elles permettront un pays plus juste. Voilà le défi. Et c'est là l'ambition du livre.

Cette année encore, 0.01% de la population a capté l'immense majorité des revenus dans les pays occidentaux, la justice est-ce aussi de lutter contre ce phénomène ?

Tout à fait ! D'ailleurs Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy avaient fait en leur temps des propositions. Ceux qui sont riches sont de plus

en plus riches, et les plus pauvres le sont davantage. Prenez l'exemple des retraites. Il y a aujourd'hui plus d'égalité dans le régime des retraites entre les Français suite aux réformes conduites par Nicolas Sarkozy. Prenez les jours de carence. Nicolas Sarkozy avait proposé un jour de carence dans le privé, contre trois dans le public – il n'était peut-être pas allé assez loin d'ailleurs – les socialistes se sont empressés de le retirer... Toutes les mesures qui ont été faites pour plus de justice dans le public et le privé ont été à l'initiative de la droite et non de la gauche. Cette dernière préfère s'adonner au clientélisme et protéger les fonctionnaires, créant une situation injuste au détriment du privé.

D'après certaines études l'école française, au lieu de combler les inégalités, les creuse. Ce sont des combats que la droite française se doit de mener, sur le plan national comme international.

A gauche, il y a eu le fameux épisode sur les 75% et le matraquage fiscal, véritable catastrophe puisque cela a été contre-productif. L'enfer est pavé de bonnes intentions, il faut faire attention aux réformes mises en place. Elles peuvent en apparence être justes mais conduire à l'injustice. Réfléchissons à l'esprit de la réforme et aussi à ses conséquences.

Les grandes réformes dont a besoin le pays notamment auprès de la jeunesse, là où l'échec de François Hollande est le plus cuisant, ne peuvent être menées que par la droite. Et une droite fière de ses valeurs et qui ai le courage de faire ces réformes. Nos voisins européens les ont faites.

Puisqu'on parle de justice, vous avez refusé d'accueillir des migrants dans votre circonscription, est-ce juste ? Où peuvent aller ces populations qui fuient la guerre ? N'est-on pas un peu dans le chacun pour soi ?

C'est faux, je n'ai jamais refusé l'accueil de migrants. Quand on m'a demandé si j'étais prêt à accueillir des migrants, j'ai répondu que si j'en installais dans ma circonscription, ils n'y resteraient pas, le lendemain ils seraient à Calais. J'ai simplement expliqué qu'il était absurde que j'en accueille puisque géographiquement la circonscription est très proche de Calais.

La vraie justice eut été de s'occuper de la Lybie après la chute de Kadhafi, ce que les socialistes ont été incapables de faire, de mettre fin aux désordres dans ces pays provoquant des mouvements de populations. Et la vraie justice serait que la France mène les réformes lui permettant d'avoir la générosité que peut aujourd'hui afficher un pays tel que l'Allemagne. Si longtemps que la France ne se réformera pas, elle continuera à s'appauvrir, de se mettre en difficulté. Oui à la France généreuse, mais pour ce faire il faut s'en donner les moyens et libérer les forces.

Vous êtes aussi trésorier des Républicains, vous venez de renégocier l'emprunt auprès des banques que vous allez le présenter mardi en Bureau politique. Comment vont les finances du parti ? Comment vous y êtes-vous pris ? Vous avez décidé de contraindre les élus à payer leur cotisation, avez-vous rencontré beaucoup de réticences ?

Les finances du parti vont mieux. Le parti est en passe de se redresser financièrement. On a commencé à rembourser la dette au mois de mars – j'ai fait à ce moment-là un chèque de 5,5 millions d'euros aux banques -, on a renforcé la politique économique. Ainsi, j'ai réalisé un million d'euros d'économie. La confiance entre le parti et les banques est de nouveau instaurée. Etre attentif aux recettes est aussi important. Le 20 juillet, on avait dépassé le niveau des dons de toute l'année 2014. Le retour de Nicolas Sarkozy a largement contribué aux rentrées d'argent. Un tiers des dons de l'année 2014 a été fait sur le seul mois de décembre suite à l'élection du président du parti.

Dans le cadre des nouveaux statuts suite au changement de nom, « Les Républicains », j'ai fait ajouter une disposition qui empêche d'exercer de responsabilités politiques ou avoir une investiture sans mise à jour de sa cotisation. Ainsi on ne peut siéger au bureau politique sans avoir réglé la cotisation. Je trouve inadmissible que les élus ne payent pas leur cotisation, et les militants avec moi. Au mois de juin 100% des membres du bureau politique étaient à jour de leur paiement. Pour vous donner une idée du progrès réalisé, il y a un an, on était à 20%. Le travail n'est pas terminé pour autant. Le budget 2015 a été préparé avant mon arrivée en tant que trésorier. 2 millions d'euros de recette étaient prévus concernant les cotisations des élus toute l'année 2015. On est déjà à ce jour à 1,8 million. On va donc dépasser d'ici la fin de l'année le montant des recettes inscrites au titre des cotisations des élus.

On continuera en 2016 et 2017 à rembourser la dette, en gardant un juste équilibre entre remboursement et fonctionnement, ce qui n'a pas toujours été le cas. Il n'y a plus d'inquiétude sur la situation financière du mouvement qui est redressée et contrôlée. Cela nous laisse la capacité d'agir pour gagner, je l'espère, les régionales !

Les allers-retours de Nicolas Sarkozy en jet ne grèvent-ils pas les finances des Républicains que vous tentez de redresser ? Ne posent-ils pas un problème d'image dans un parti qui a dû faire appel aux militants (le sarkothon) pour renflouer ses caisses ?

C'est un faux débat ! Le parti Les Républicains a un budget déplacement pour le président. 400.000 euros pour l'année. C'est une somme qui a été fixée par l'équipe précédente. Et quand on se penche sur le niveau de consommation de cette enveloppe, on est en dessous de la somme prévue à cet effet. Depuis que le président des Républicains est là, il a pris à 2 reprises un avion privé plutôt que le train ou la voiture, parce qu'on ne pouvait pas faire autrement quand il doit être à deux endroits différents en un temps réduit. Et cela rentre parfaitement dans le cadre de cette enveloppe. Si l'enveloppe n'est pas entièrement consommée c'est aussi car Nicolas Sarkozy prend en charge un certain nombre de frais.

Cela n'a aucune conséquence négative sur les finances du mouvement. L'enveloppe des déplacements du président est parfaitement maîtrisée.